

On ne nous dit pas tout

pendant les campagnes électorales !

Le nouveau Président a-t-il réellement la volonté de remettre en cause les politiques d'austérité qui consistent à faire payer aux classes populaires et moyennes la crise financière et bancaire qui sévit depuis 2007-2008 ?

D'où vient cette explosion de la dette publique ?

Les dettes publiques proviennent essentiellement de 4 séries de décisions politiques :

- . baisse de l'impôt et de la fiscalité des plus hauts revenus depuis 1983, donc, moins de recettes
- . Loi de 1973 : la Banque de France ne doit plus prêter à l'Etat qui alors emprunte auprès des banques privées, assurances et fonds spéculatifs, puis, traité de Maastricht interdisant à la BCE de prêter aux Etats européens
- . sauvetage des banques privées lors de la crise financière
- . spéculation des marchés financiers sur les dettes publiques

Cette **politique désastreuse pour les peuples, juteuse pour les goinfres du capital financier** a provoqué, en France, un endettement de **plus de 1 700 milliards €** (la dette de la Grèce, c'est 366 milliards et celle de l'Italie 1 924 milliards).

Leur solution : + de dettes pour rembourser la dette + d'austérité + de privatisations

L'intervention de la Troïka (Commission européenne + FMI + Banque Centrale Européenne) c'est :

- . **des prêts pour rembourser les dettes** aux créanciers privés et le sauvetage des créances insolubles. Exemple : le Fonds Européen de stabilité financière (FESF) emprunte, le 15.06.2011, 3 milliards € à 2,75%, il prête au Portugal 2.2 milliards à 5.32% pour que le Portugal puisse rembourser des dettes venant à échéance.
 - . **des prêts sous conditions** et par tranches successives pour vérifier que les privatisations, licenciements, diminutions des prestations sociales, hausse de la TVA ont été mis en œuvre. C'est **faire payer les populations** qui ne sont en rien responsables de la crise. Et les **privatisations** sont une vente de la propriété collective financée par l'impôt, **c'est une expropriation du peuple en faveur du capital privé.**
 - . rachat par la BCE de dettes insolubles (qui ne valent plus rien) à la Grèce
 - . **des prêts aux banques** (1 milliard en 2 fois à 1%) pour les sauver (crédits pourris)
- ... et toute cette usine à gaz, ça ne marche pas !

Nouvelle solution : un nouveau traité pour étrangler les peuples

Le 2 mars 2012, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté un nouveau traité, le TSCG - Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Il s'agit de revenir, à marche forcée, à un endettement de 3% du PIB. Pour ce faire, les budgets annuels ne doivent pas dépasser 0.5% de déficit. La France devrait donc réduire de 80 milliards son déficit en 2013 ! **Ce traité doit être ratifié par chaque Etat. Hollande consultera-t-il le peuple par référendum ? Rien n'est moins sûr !**

Cette réduction accélérée de l'endettement ne peut que conduire à des **ponctions douloureuses** pour les classes populaires et moyennes. D'autant qu'est prévue la constitution d'un nouveau fonds « d'aide » de 700 milliards€ aux Etats endettés, le **MES (Mécanisme européen de stabilité)** auxquels les Etats doivent contribuer, la participation de la France a été fixée à 20.38%, **soit 142.7 milliards€**. Les députés et sénateurs ont voté pour. Les socialistes (majoritaires au Sénat) auraient pu s'y opposer. Ils se sont abstenus ! Hollande n'a nullement mis en cause ce mécanisme d'endettement !

Vers des crises politiques à répétition.

Impuissance de ceux d'en haut. Angoisse et mobilisation de ceux d'en bas

Les politiques d'austérité mises en œuvre, ça ne marche pas. Elles conduisent inexorablement à la récession économique. Le pouvoir d'achat insuffisant ne peut plus absorber la production, les possibilités de

crédit se raréfient. La situation des banques européennes est de plus en plus inquiétante du fait des crédits pourris, irrécouvrables, (exemple : prêts immobiliers en Espagne)

Les Etats deviennent ingouvernables : les eurocrates et le couple Merkozy ont pourtant imposé des banquiers à la tête de gouvernements (Grèce, Italie) ! Les sociaux-libéraux d'Espagne, du Portugal ou Belges se sont pourtant comportés en bons serviteurs du capital financier ! **Rien n'y fait, ça ne marche pas !**

Ceux d'en haut s'interrogent : faut-il une dose de croissance pour faire repartir la machine capitaliste ? **Obama s'insquète** : les perspectives de récession en Europe pourraient atteindre les Etats-Unis.

Pour ceux d'en bas, c'est l'angoisse ou la colère, l'apathie ou la mobilisation. Les mouvements de protestation et de dissidence vont-ils provoquer des crises de régime ? La manipulation des peuples est-elle possible en agitant les boucs émissaires : les étrangers, les assistés ... L'extrême droite progresse.

Et que veut faire le gouvernement de Hollande ?

. **Rembourser la dette et relancer la croissance** : en faisant de grands travaux, en créant une banque européenne d'investissement. Sûr ! Ce serait de l'emploi mais aussi des déficits.

. **Mutualiser les dettes européennes** (création d'euro bonds). Les Etats souscriraient tous ensemble sur les marchés financiers à un taux mutualisé, donc à un taux moindre pour l'Espagne (par exemple) mais plus important pour l'Allemagne, voire la France. **Merkel n'en veut pas !**

. **Créer une taxe** sur les transactions financières pour alimenter le budget européen. **Le Royaume Uni n'en veut pas !** Le Conseil européen des 28 et 29 juin risque d'être une belle foire d'empoigne !

... **et des clopinettes pour le pouvoir d'achat !**

Les peuples doivent faire reculer la domination de l'oligarchie financière

La domination sans partage de l'oligarchie financière et des grands groupes industriels (ceux du CAC 40 qui délocalisent pour exploiter ailleurs la main d'œuvre à bas coût) doit être remise en cause, sinon la régression sociale se poursuivra. Renégocier le traité d'austérité en y incluant une dose de croissance pour les grands groupes industriels ne suffira pas à enrayer la crise d'autant que la solution de Merkel et des eurocrates consiste à **casser le code du travail, pour mieux pouvoir licencier sans indemnités.**

C'est déjà dans les tuyaux avec le **pacte compétitivité-emploi** lancé par Sarkozy et Parisot. **De quoi s'agit-il ?** Baisse de salaires, réductions ou modifications d'horaires, sinon, c'est la rupture du contrat de travail et la porte sans indemnités. Le **licenciement** n'aurait plus besoin d'être motivé, **on l'appellerait « rupture »** pour éviter des recours juridiques. Pire : le Medef veut appeler ce pacte « **sauvetage de l'activité et de l'emploi** » !

Des licenciements prévus ont été différés pendant les élections : Areva (800 à 1 000 emplois), Air France (2 000), Goodyear (700 à 800), Pétroplus (550), Prestalis (800 à 1000), etc.

La mobilisation populaire est nécessaire, elle ne saurait (au risque d'être sans effet) **être contenue dans la défense de l'emploi ou pour des augmentations de salaires.**

Il faut mettre en cause l'eurocratie et les politiques d'austérité en exigeant pour le moins :

- Un audit des dettes publiques et la récusation de celles qui sont illégitimes
- La socialisation sans indemnités des banques et la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires : l'argent des salariés ne doit pas servir à la spéculation !
- La BCE doit prêter directement aux Etats à 1% (et non plus aux banques privées)
- pour que l'Europe soit sociale et démocratique, elle doit se protéger (droits de douane), être tournée vers la satisfaction des besoins réels des populations.

Ce doit être **une Europe de justice sociale et d'égalité** par l'harmonisation fiscale et sociale, par des salaires minimum et maximum. Sinon, c'est l'éclatement de la zone euro, la crise monétaire, l'effondrement et la concentration bancaire et l'appauvrissement généralisé sous la houlette de la suprématie allemande.

Tel est le défi auquel nous sommes confrontés. Ne laissons pas la politique à la caste politicienne. Les amis, les voisins, les collègues de travail doivent s'organiser.

Ils pensent que nous ne sommes rien. Soyons tout !

Imposons la démocratie réelle partout !

Prenez contact avec *les Amis de l'Emancipation Sociale* : 03 84 30 21 06 ou 06 62 41 03 28 ou 06 13 76 52 24